ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes, le 2 juin 1950, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Régent "portant exécution de l'article 15, b, de la loi du 20 septembre 1948, portant organisation de l'économie", ainsi qu'il a été modifié par le Ministre le 1er juillet 1950, a donné en sa séance du 11 août 1950 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 2e Juni 1950 door de Minister van Economische Zaken en Middenstand verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regent "houdende uitvoering van artikel 15, b, van de wet van 20 September 1948, houdende organisatie van het bedrijfsleven", zoals door de Minister de 1e Juli 1950 gewijzigd, heeft ter zitting van 11 Augustus 1950 het volgend advies gegeven :

En vertu des dispositions constituant l'article 15, b, de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, les conseils d'entreprise doivent recevoir des renseignements que le législateur a groupés en deux catégories.

Les chefs d'entreprises doivent fournir, chaque trimestre au moins, des renseignements concernant la productivité de l'entreprise et des informations d'ordre général relatifs à la vie de celle-ci. Périodiquement et en tout cas à la clôture de l'exercice social, ils doivent, en outre, donner les renseignements et communiquer les rapports et documents susceptibles d'éclairer le conseil d'entreprise sur les résultats d'exploitation obtenus. La nature et l'ampleur des renseignements à fournir ainsi que les rapport et documents à communiquer sont déterminés par le Roi par arrêté délibéré en conseil des Ministres. C'est l'objet de l'arrêté envisagé.

Le texte de l'article 1er du projet devrait être remanié. Tel qu'il est libellé, cet article semble donner la définition du renseignement concernant la productivité ainsi que celle de l'information d'ordre général, alors qu'il n'a pour objet que de déterminer les renseignements rentrant dans ces deux catégories qui doivent être donnés aux conseils d'entreprise . On relève, d'autre part, une discordance entre cet article et le rapport au Roi. Aux termes de ce dernier, les renseignements visés à l'article 1er ne devraient être donnés que verbalement. L'article ne le précise cependant pas. Si telle est bien l'intention du Gouvernement, il importerait de compléter l'article sur ce point. La même observation doit être formulée à l'égard de l'article 2.

L'article 3 prévoit que le rapport à communiquer périodiquement au conseil d'entreprise comprendra un résumé

../..

complet, clair et véridique des renseignements énumérés à l'article 2. Il va de soi que le résumé ne peut être mensonger. Préciser qu'il doit être véridique est, dès lors, superflu. Par contre, il serait utile de faire ressortir que le rapport doit être écrit.

L'article 4 dispose que les chefs d'entreprises ne peuvent être contraints de communiquer des renseignements ou des rapports concernant des transactions individuelles ou des situations personnelles. Ici également, on relève une discordance entre ce texte et le rapport au Roi, qui se borne à exclure de la communication les renseignements de nature à porter préjudice aux intérêts de l'entreprise. Cette discordance devrait être éliminée.

L'article exclut, d'autre part, de la communication, les renseignements qui pourraient porter préjudice aux intérêts de l'Etat. Cette expression devrait être précisée. Si l'intention du Gouvernement est d'exclure de la communication des renseignements dont le secret intéresse la sûreté de l'Etat, il serait souhaitable de faire de cette partie de l'article une phrase distincte à libeller comme suit: "Ils ne peuvent communiquer des renseignements dont le secret intéresse la sûreté de l'Etat.".

On ne peut déterminer, à la lecture de l'article 5, comment devra se faire la communication des documents que cet article vise lorsqu'une entreprise compte plusieurs conseils d'entreprise Dans le cas d'entreprises, au sens de cet article, comportant plusieurs unités techniques d'exploitation non juridiquement autonomes, quel sera le conseil auquel devront être communiqués les documents portant sur l'activité de l'ensemble de celles-ci?

../..

Il conviendra,d'autre part,de tenir compte dans la rédaction de l'alinéa premier, que le rapport prévu à l'article 3 n'est pas nécessairement annuel. Les rapports peuvent,en effet,être plus fréquents.

Il importera de tenir compte dans la rédaction de l'article 6,des modifications qui devront être apportées à l'article 5 à la suite de la première remarque formulée à l'égard de cet article. Au 2° de l'article 6, il n'est plus parlé des unités techniques d'exploitation non juridiquement autonomes. C'est,sans doute,une omission involontaire qu'il y aurait lieu de réparer.

Le troisième alinéa de l'article 7 est superflu et devrait être omis. Les pouvoirs des fonctionnaires visés sont déterminés par la loi elle-même.

L'article 8 institue une commission dont la mission sera, à défaut de conseils professionnels, de trancher les contestations nées à l'occasion de l'application de l'arrêté lorsque celles-ci porteront sur des critères généraux. Elle trouve son fondement dans l'article 24 de la loi du 20 septembre 1948 qui dispose que "les contestations résultant de l'application de la présente section et de ses arrêtés d'exécution sont tranchées, sauf disposition contraire prévue aux dits arrêtés d'exécution, par la commission paritaire ou le conseil professionnel compétent pour les critères généraux, et par la juridiction du travail du ressort pour les cas d'espèce".

Le Conseil d'Etat fait ressortir que d'innombrables sources de difficultés seraient,sans doute,écartées s'il était possible de confier l'examen de toutes les contestations nées de l'application de l'arrêté à un seul organisme. Il croit,en effet,que la distinction entre

../..

ce qui relève du concept "critères généraux" et du concept "cas d'espèce",s'avère hérissée de complications de nature à nuire à la bonne application de l'arrêté. Le Gouvernement trouverait le pouvoir de ce faire dans l'article 24 reproduit ci-avant. Les règles essentielles de la procédure devant la commission devraient être énoncées.

Le projet suscite,enfin,diverses remarques de pure forme. Elles ne nécessitent aucun commentaire et ressortent suffisamment du texte ci-après :

Arrêté royal pris en exécution de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie et spécialement de son article 15,b.

BAUDOUIN,Prince Royal,
exerçant les pouvoirs constitutionnels
du Roi,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 15, 25, 26 et 27 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie;

Considérant qu'en attendant de pouvoir fixer en détail et par catégories d'entreprises, si la chose s'avère nécessaire, la nature et l'ampleur des renseignements, rapports et documents à fournir par les chefs d'entreprises, il importe pour permettre l'entrée en activité des conseils d'entreprise conformément au voeu du législateur, d'arrêter les règles nécessaires à l'exécution de l'article 15 précité qu'il y a lieu, en outre, d'assurer la surveillance de l'exécution des dites règles;

Vu l'avis des délégués des organisations les plus représentatives des chefs d'entrepriseset des travailleurs représentées au sein du conseil paritaire général;

../..

Vu l'avis du Conseil central de l'économie;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes, de Notre Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Les chefs d'entreprises sont tenus de communiquer verbalement, au moins chaque trimestre, aux conseils d'entreprise :

1° les renseignements concernant la productivité se rapportant :
   a) à l'organisation du travail dans l'entreprise et aux moyens de la perfectionner;
   b) au rendement des diverses catégories de travailleurs et aux possibilités de l'améliorer;

2° les informations d'ordre général qui se rapportent :
   a) à l'état de la production dans l'entreprise;
   b) aux éléments globaux du coût de production, de fabrication ou d'exploitation, exprimés sous forme de pourcentages ainsi qu'à leurs variations;
   c) à la marche des affaires de l'entreprise;
   d) à la situation du marché.

Article 2.-

Les renseignements susceptibles d'éclairer les conseils d'entreprise sur les résultats d'exploitation, à fournir périodiquement et au moins à la clôture de l'exercice, doivent comporter notamment :

../..

a) les éléments globaux de la situation active et passive de l'entreprise;
b) les résultats d'exploitation;
c) un exposé sur la marche et sur le rendement de l'entreprise;
d) un exposé relatif à l'influence, sur les résultats de l'entreprise, des variations des éléments globaux du coût de la production, de la fabrication ou de l'exploitation;
e) une comparaison des résultats obtenus au cours de la période ou de l'exercice et de ceux obtenus au cours des deux périodes ou exercices précédents;
f) un exposé expliquant les différences que ferait ressortir cette comparaison.

Article 3.-

Le rapport écrit, à communiquer périodiquement et au moins à la fin de l'exercice par le chef d'entreprise, doit comprendre un résumé complet et clair des renseignement énumérés à l'article 2 du présent arrêté.

Sauf pour ce qui concerne le résumé des renseignements visés à l'article 2, d, les chiffres ne peuvent être remplacés par des pourcentages.

Article 4.-

En aucun cas, les chefs d'entreprises ne sont tenus de communiquer des renseignements concernant des transactions individuelles ou des situations personnelles. Ils ne pourront communiquer des renseignements dont le secret intéresse la sûreté de l'Etat.

../..

Article 5.-

Les documents déterminés ci-après sont joints au rapport fait à la clôture de l'exercice social.

.....
.....
.....

Article 6.-

Les renseignements, rapports et documents prévus aux articles 2, 3 et 5 du présent arrêté sont communiqués par les chefs d'entreprises :

.....
.....
.....

Article 7.-

Les fonctionnaires de la direction générale de l'Industrie et du Commerce, direction de l'Organisation professionnelle et du Contentieux économique, désignés par le Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes surveillent l'exécution des dispositions du présent arrêté.

Ils peuvent, avec l'autorisation de ce Ministre, assister aux réunions des conseils d'entreprise, si la demande dûment motivée en est faite, soit par le conseil, soit par le chef d'entreprise, soit par les délégués des travailleurs; ils n'ont toutefois pas voix délibérative.

Article 8.-

Les contestations résultant de l'application du présent arrêté sont tranchées, pour les critères généraux, par une commission composée de fonctionnaires désignés par le Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes parmi ceux mentionnés à l'article 7 ci-dessus, et d'un

../..

nombre égal de membres du Conseil central de l'économie désignés par celui-ci.

Cette commission est présidée par un fonctionnaire nommé à cet effet par le Ministre.

Les demandes relatives aux contestations sont adressées sous pli recommandé à la poste au président de la commission. Celle-ci statue dans le mois de la réception des demandes. Ses décisions sont motivées et portées à la connaissance des conseils d'entreprise intéressés par le président, au plus tard huit jours après qu'elles auront été prises.

Au fur et à mesure de l'entrée en fonctions des conseils professionnels prévus à la section II de la loi du 20 septembre 1948, ceux-ci deviendront compétents, conformément à l'article 24 de la dite loi, pour trancher les contestations dont question ci-dessus, mais uniquement pour les entreprises qui relèveront de ces conseils professionnels. Toutefois la commission tranchera les contestations dont elle aura été régulièrement saisie auparavant.

Article 9.-

Notre Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE PRINCE ROYAL :

Le Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes,

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Krachtens het bepaalde in artikel 15 b van de wet van 20 September 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven moeten aan de ondernemingsraden inlichtingen worden verstrekt, welke door de wetgever in twee categorieën werden ingedeeld.

De ondernemingshoofden moeten ten minste ieder kwartaal inlichtingen over de productiviteit der onderneming en gegevens van algemene aard betreffende de gang van de onderneming verstrekken. Op gezette tijden en in elk geval bij de sluiting van het maatschappelijk dienstjaar moeten zij bovendien inlichtingen geven en verslagen en bescheiden mededelen, die de ondernemingsraad kunnen voorlichten over de bedrijfsuitkomsten. De aard en de omvang van de te verstrekken inlichtingen en de mede te delen verslagen en bescheiden worden bij in ministerraad overlegd besluit door de Koning vastgesteld. Dit is het voorwerp van het voorgenomen besluit.

Artikel 1 van het ontwerp zou moeten worden omgewerkt. In de gegeven tekst schijnt dit artikel de definitie te geven van de inlichting betreffende de productiviteit en van het gegeven van algemene aard, terwijl het alleen als voorwerp heeft vast te stellen welke de inlichtingen zijn die, onder elk van beide categorieën vallend, aan de ondernemingsraden moeten worden verstrekt. Aan de andere kant stemt dit artikel niet overeen met het verslag aan de Koning. Luidens het verslag moeten de in artikel 1 bedoelde inlichtingen alleen mondeling worden verstrekt, wat niet in het artikel zelf staat. Het artikel zou dus eventueel moeten aangevuld worden indien zulks wel de bedoeling van de Regering is. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 2.

..../....

Volgens artikel 3 moet het periodiek aan de ondernemingsraad uit te brengen verslag een volledig, duidelijk en waarachtig overzicht der in artikel 2 opgesomde gegevens bevatten. Dat het overzicht niet leugenachtig mag zijn, spreekt van zelf. Het is dus overbodig te vragen dat het waarachtig zou wezen. Daarentegen ware het nuttig te zeggen dat het om een schriftelijk verslag gaat.

Artikel 4 bepaalt, dat de ondernemingshoofden niet kunnen verplicht worden tot het geven van inlichtingen of het mededelen van verslagen betreffende individuele transacties of persoonlijke toestanden. Ook hier verschilt het artikel van het verslag aan de Koning, dat er zich bij bepaalt te zeggen, dat niet mogen worden medegedeeld de inlichtingen, die de belangen van de onderneming zouden kunnen schaden. Dit gebrek aan overeenstemming zou moeten worden verholpen.

Volgens het artikel mogen voorts niet worden medegedeeld de inlichtingen, die de belangen van de Staat zouden kunnen schaden. Hier kan men zich duidelijker uitdrukken. Zo de Regering bedoelt de inlichtingen waarvan de geheimhouding van belang is voor de veiligheid van de Staat, ware het wenselijk van dit gedeelte van het artikel een afzonderlijke volzin te maken, en wel als volgt: "Zij mogen geen inlichtingen verstrekken waarvan de geheimhouding van belang is voor de veiligheid van de Staat.".

.../...

Uit artikel 5 zelf is niet op te maken, op welke wijze de daarin genoemde bescheiden moeten worden medegedeeld wanneer een onderneming verschillende ondernemingsraden telt. In het geval van ondernemingen in de betekenis van dit artikel, die verschillende, juridisch niet zelfstandige technische bedrijfseenheden omvatten, aan welke raad moeten de bescheiden over de activiteit van die gezamenlijke bedrijfseenheden worden medegedeeld?

Voorts moet bij de redactie van het eerste lid rekening gehouden worden met het feit, dat het in artikel 3 genoemde verslag niet noodzakelijk slechts jaarlijks moet worden uitgebracht. De verslagen kunnen immers ook veelvuldiger zijn.

In de redactie van artikel 6 moet rekening gehouden worden met de wijzigingen, in artikel 5 aan te brengen ingevolge de eerste opmerking die daarbij is gemaakt. In 2° van artikel 6 is geen sprake meer van de juridisch niet zelfstandige technische bedrijfseenheden. Dit is waarschijnlijk een onvrijwillig verzuim, dat zou moeten hersteld worden.

Het 3e lid van artikel 7 is overbodig en zou moeten wegvallen. De bevoegdheden van de genoemde ambtenaren zijn bij de wet zelf bepaald.

.../...

Artikel 8 stelt een commissie in, die tot taak zal hebben, bij gebreke van bedrijfsraden, de uit de toepassing van het besluit voortvloeiende betwistingen te beslechten, wanneer zij betrekking hebben op algemene criteria. De grondslag er van ligt in artikel 24 van de wet van 20 September 1948, dat bepaalt : "De betwistingen voortvloeiend uit de toepassing van deze sectie en van haar uitvoeringsbesluiten worden, behoudens in genoemde uitvoeringsbesluiten voorziene andersluidende bepalingen, beslecht, voor de algemene criteria, door de bevoegde paritaire commissie of bedrijfsraad en, voor de bijzondere gevallen, door het arbeidsgerecht van het gebied".

De Raad van State doet opmerken dat ontelbare moelijkheden zouden worden voorkomen, indien één enkel organisme kon worden belast met het onderzoek van alle betwistingen voortvloeiend uit de toepassing van het besluit. Hij meent inderdaad dat het onderscheid tussen wat tot de "algemene criteria" en wat tot de "bijzondere gevallen" behoort, verwikkelingen met zich moet brengen die de juiste toepassing van het besluit in de weg kunnen staan. De macht om te doen wat hierboven is voorgesteld zou de Regering vinden in het zoëven aangehaalde artikel 24. De hoofdregelen van de rechtspleging voor de commissie zouden moeten worden geformuleerd.

Tenslotte zijn bij het ontwerp verschillende opmerkingen te maken, die alleen de vorm betreffen. Zij behoeven geen commentaar en blijken voldoende uit de hierna volgende tekst :

.../...

Koninklijk besluit genomen ter uitvoering van de wet van 20 September 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, en in 't bijzonder van artikel 15, b, er van.

BOUDEWIJN, Koninklijke Prins,
die de grondwettelijke macht van de Koning uitoefent,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 15, 25, 26 en 27 van de wet van 20 September 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven ;

Overwegende dat, in afwachting dat de aard en de omvang van de inlichtingen, verslagen en bescheiden die door de ondernemingshoofden moeten worden verschaft, zo nodig in bijzonderheden en per categorie van ondernemingen, kunnen worden bepaald, het van belang is de regelen vast te stellen die voor de uitvoering van voornoemd artikel 15 zijn vereist, ten einde het in werking treden der ondernemingsraden naar de wens van de wetgever mogelijk te maken ; dat daarenboven het toezicht over de uitvoering van voornoemde regelen moet worden verzekerd ;

Gelet op het advies van de gemachtigden van de meest representatieve organisaties van de ondernemingshoofden en van de arbeiders in de algemene paritaire raad ;

Gelet op het advies van de Centrale Raad van het Bedrijfsleven ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

.../...

Op de voordracht van onze Minister van Economische Zaken en Middenstand, van onze Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg en op het advies van onze in raad vergaderde Ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

De ondernemingshoofden zijn gehouden, ten minste ieder kwartaal, aan de ondernemingsraden mondeling mededeling te geven van :

1° de inlichtingen betreffende de productiviteit, met betrekking tot :
   a) de organisatie van de arbeid in de onderneming en de middelen om die te volmaken ;
   b) het rendement van de verschillende categorieën van arbeiders en de mogelijkheden om het te verbeteren ;

2° de gegevens van algemene aard met betrekking tot :
   a) de stand van de productie in de onderneming ;
   b) de globale bestanddelen van de productie-, fabricage- of exploitatiekosten, percentsgewijze uitgedrukt, alsmede hun variaties ;
   c) de gang der zaken van de onderneming ;
   d) de stand van de markt.

Artikel 2.-

De gegevens die de ondernemingsraad kunnen voorlichten over de bedrijfsuitkomsten, en die op gezette tijden en ten minste bij het afsluiten van het dienstjaar dienen verstrekt, moeten namelijk bevatten :

.../...

a) de globale bestanddelen van de actieve en passieve stand van de onderneming ;
b) de bedrijfsuitkomsten ;
c) een uiteenzetting over de gang en het rendement van de onderneming ;
d) een uiteenzetting van de invloed van de variaties der globale bestanddelen van de productie-, fabricage- of exploitatiekosten op de resultaten van de onderneming ;
e) een vergelijking der resultaten van de periode of van het dienstjaar met die van de twee voorgaande periodes of dienstjaren ;
f) een uiteenzetting waarin worden verklaard de verschillen die uit deze vergelijking blijken.

Artikel 3.-

Het schriftelijk verslag door het ondernemingshoofd op gezette tijden en ten minste op het einde van het dienstjaar mede te delen, moet een volledig en duidelijk overzicht van de in artikel 2 van dit besluit opgesomde inlichtingen bevatten.

Cijfers mogen niet door percentages worden vervangen, behalve in de samenvatting van de in artikel 2, d, bedoelde gegevens.

Artikel 4.-

In geen geval zijn de ondernemingshoofden verplicht, inlichtingen over individuële transacties of persoonlijke toestanden mede te delen. Zij mogen geen inlichtingen verstrekken waarvan de geheimhouding van belang is voor de veiligheid van de Staat.

.../...

Artikel 5.-

De hierna opgegeven bescheiden worden gevoegd bij het verslag dat bij het afsluiten van het boekjaar wordt opgemaakt :

. . . . . .
. . . . . .
. . . . . .

Artikel 6.-

De inlichtingen, verslagen en bescheiden waarvan sprake in de artikel 2, 3 en 5 van dit besluit, worden door de ondernemingshoofden medegedeeld :

1° . . . . . .
. . . . . .
. . . . . .

Artikel 7.-

De ambtenaren van de algemene directie Handel en Nijverheid, directie van de Bedrijfsorganisatie en Economische Geschillen, die door de Minister van Economische Zaken en Middenstand worden aangewezen, houden toezicht over de uitvoering van de bepalingen van dit besluit.

Op behoorlijk met redenen omkleed verzoek hetzij van de Raad, hetzij van het ondernemingshoofd, hetzij van de afgevaardigden der arbeiders, mogen zij met toestemming van genoemde Minister, de vergaderingen van de ondernemingsraden bijwonen ; zij zijn nochtans niet stemgerechtigd.

Artikel 8.-

Over de betwistingen volgend uit de toepassing van dit besluit beslist, wat de algemene criteria betreft,

een commissie samengesteld uit ambtenaren, door de Minister van Economische Zaken en Middenstand aangewezen onder die vermeld in bovenstaand artikel 7, en uit een gelijk getal leden van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven door deze laatste aangewezen.

Deze commissie wordt voorgezeten door een ambtenaar daartoe door de Minister benoemd.

De aanvragen betreffende de betwistingen worden bij een ter post aangetekende brief aan de voorzitter van de commissie gericht. Deze commissie doet uitspraak binnen de maand na ontvangst der aanvragen. Haar met redenen omklede beslissingen brengt de voorzitter, uiterlijk acht dagen nadat zij getroffen werden, ter kennis van de belanghebbende ondernemingsraden.

Naarmate de bedrijfsraden in Sectie II van de wet van 20 September 1948 bedoeld in werking treden, zullen zij, overeenkomstig artikel 24 van genoemde wet, bevoegdheid krijgen om over bovenbedoelde betwistingen te beslissen, doch enkel voor de ondernemingen die tot de bevoegdheid van deze bedrijfsraden behoren. De commissie zal echter beslissen over de betwistingen, welke voordien regelmatig bij haar aanhangig werden gemaakt.

Artikel 9.-

Onze Minister van Economische Zaken en Middenstand is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS :

De Minister van Economische Zaken en Middenstand,

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président
De Heren : raadsheer van State, voorzitter

D. DECLEIRE, conseillers d'Etat
J. COYETTE, raadsheren van State

E. VAN DIEVOET, assesseurs de la section de législation
F. COART-FRESART, bijzitters van de afdeling wetgeving

J. CYPRES, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. LEPAGE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) J. CYPRES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) F. LEPAGE.

expédition délivrée à M. le Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes.

uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Economische Zaken en Middenstand.

Le 1950.

De 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.